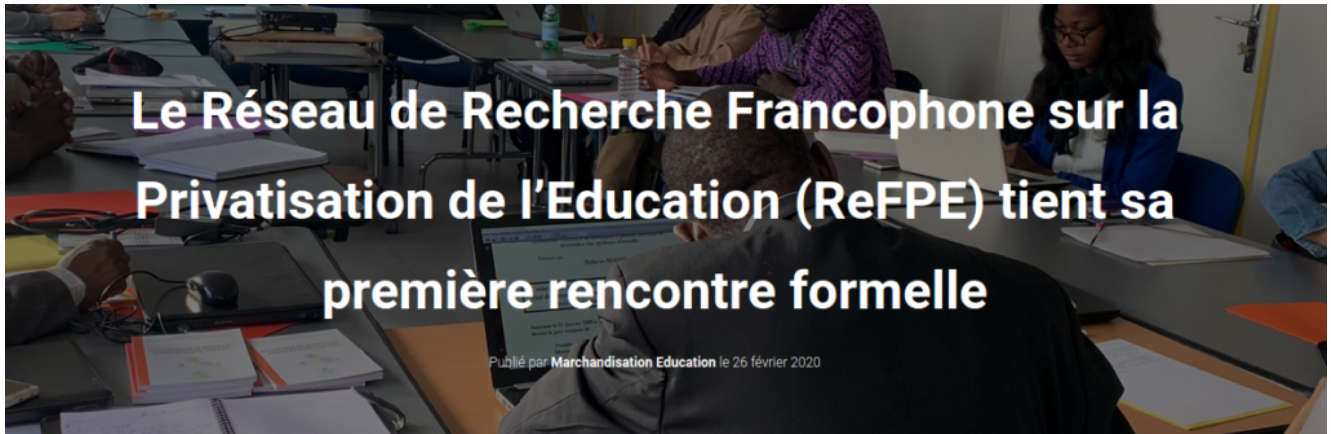


Le Réseau de Recherche Francophone sur la Privatisation de l'Éducation



Le 14 février 2020 s'est tenu à Paris dans les locaux de Solidarité Laïque, la première réunion formelle du [Réseau de Recherche Francophone sur la Privatisation de l'Éducation \(ReFPE\)](#).

Venus de plusieurs pays, il s'est agi pour ces chercheurs de s'entretenir sur la problématique de la privatisation de l'éducation et élaborer leur agenda de recherche en la matière.

Après s'être imprégnés des enjeux de la problématique de la [privatisation et marchandisation de l'éducation dans l'espace francophone](#) lors de la [journée d'échanges du 13 février, organisée par la Coalition Education](#)

de France sur la question, les chercheurs ont discuté sur l'état de la recherche en France avant de procéder à l'identification des recherches

existantes et celles en cours. Ainsi, l'on note que plusieurs études effectuées ont abordé quelques questions telles la privatisation et marchandisation de l'éducation arabo islamique en complicité avec la mendicité au Sénégal, les conséquences de la privatisation sur les enseignants en Afrique subsaharienne, l'évolution de l'école privée dans le primaire au Burkina Faso, etc. Quant aux recherches en cours, la question de la privatisation et qualité de la formation dans l'enseignement confessionnel en Côte d'Ivoire, la demande d'éducation des familles et l'offre éducative au Sénégal et d'autres thématiques ont été soulignées.

Quelles thématiques prioritaires identifiées ?

Des échanges des chercheurs il semble important de procéder d'abord à une cartographie des écoles privées, un état de de la privatisation de l'éducation dans tous les niveaux d'enseignement, c'est à dire du préscolaire au supérieur. Ceci semble nécessaire avant de mener des études spécifiques prenant en compte des facteurs tels que l'extrémisme, le genre, les inégalités spatiales, les plans nationaux, les mesures de régulation, etc. C'est pourquoi ils se sont un délai à l'issue de la réunion pour la rédaction de

termes d'une
étude sur l'état des lieux de la privatisation de l'éducation
dans les
pays de la Côte d'Ivoire, Maroc, Niger, Sénégal, Togo. Une
autre
rencontre sera programmée à l'issue de ces termes de référence
pour
l'élaboration des outils relatifs à cette étude.

En rappel, dans le courant 2019, le
Réseau Francophone contre la marchandisation de l'éducation a
en
collaboration avec l'Université de Genève, mis en place le
ReFPE.

L'objectif de cette initiative est de stimuler la recherche
sur cette
question dans des pays francophones où il y a peu
d'informations et
d'études disponibles afin de mieux comprendre le phénomène et
son
étendue dans l'espace francophone et développer des outils de
plaidoyer
ou de protection de droits adaptés qui y répondent. Le ReFPE
compte à ce
jour [31 chercheurs issus de 13 pays.](#)

Par ailleurs, avec pour partenaire le
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'équipe de
Recherche
en Dimensions Internationales de l'Education (ERDIE) de
l'Université de
Genève, par l'intermédiaire de Thibaut Lauwerier, coordonne
les
activités de ce groupe, en étroite collaboration avec le
Réseau

Francophone contre la marchandisation de l'éducation, et
notamment la
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights et
l'Initiative pour le Droit à l'Education.